



La Chine et les Etats-Unis. Tango vers la multipolarité...

Xavier Dupret

Août 2018

18.459 signes

L'accord qui est intervenu entre l'Union européenne et les Etats-Unis, à la fin du mois de juillet de cette année, risque d'exercer une influence décisive sur l'économie internationale. A partir du moment où la première zone dans le monde en termes de consommation (c'est-à-dire l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord) se coalise, il ne faut pas s'attendre à des miracles.

Voilà pourquoi, d'ailleurs, la Chine proposait, il y a peu, un nouveau plan de ripostes pour un montant total de 60 milliards de dollars¹ dans ses échanges avec les Etats-Unis. C'est une posture intéressante alors que de nouvelles négociations entre Washington et Pékin devraient bientôt avoir lieu.

Montée au créneau

Il faut dire que les Etats-Unis n'ont pas mis le frein à main sur leurs revendications puisqu'à la fin du mois de juillet, l'administration Trump affichait l'intention de doubler le montant de la taxe qui devrait frapper les importations chinoises à l'avenir².

¹ L'Echo, 3 août 2018

² Bloomberg, 3 août 2018

En cas de guerre commerciale entre les deux géants, la dépendance au commerce extérieur de la Chine reste, pour l'heure, plus forte que celle des Etats-Unis. Il se trouve que la Chine, en dépit de sa récente et importante réorientation vers son marché extérieur, reste plus dépendante du commerce international que les Etats-Unis. En ce qui concerne la Chine, le taux d'ouverture était de 30% en 2008³. Ce taux passe à 25% en 2010 dans la vague de la crise de 2007-2008⁴. En 2015, il baisse au niveau de 22,75%.

A la même époque, le taux d'ouverture des Etats-Unis était de 14,5%⁵. Le mouvement de recentration de l'économie chinoise sur son marché intérieur est notable puisque son taux d'ouverture a été divisé par deux. Cependant, l'accumulation au sein de l'économie américaine reste nettement moins tributaire de l'extérieur puisque 84% de la production y est produite et consommée localement. C'est un avantage indéniable pour les Etats-Unis puisqu'une guerre commerciale frappera moins leur taux de croissance que la Chine. Et le monde pourra (re)découvrir le génie de l'intuition keynésienne postulant que la résilience macroéconomique d'une nation dépend fondamentalement de sa consommation intérieure comme base de l'accumulation.

D'un autre côté, la Chine a tout le loisir de se recentrer sur son marché intérieur et dispose des moyens pour y parvenir. Pour s'en convaincre, on scrutera les réserves de la Chine qui représentent aujourd'hui 23,40% du PIB de l'Empire du Milieu. Puisque Pékin se recentre sur son marché intérieur depuis la crise de 2007-2008, ce chiffre est en nette diminution depuis une décennie. En 2008, les réserves de la Chine dépassaient les 45% du PIB. Avec un tel matelas de liquidité, la Chine dispose des moyens nécessaires pour solvabiliser son marché intérieur.

Une analyse plus fine des réserves chinoises permet, cependant, de repérer un certain nombre de faiblesses (bien relatives, il est vrai). Le niveau de la dette extérieure à court terme reste faible (8,98% du PIB en 2017) mais montre une légère tendance à la hausse depuis 2015. En juin 2018, les réserves de la Chine représentaient 17,77 mois d'importation. Un pays peut s'estimer dans une situation confortable lorsqu'il dispose de réserves permettant de couvrir 8 mois d'importation ainsi que la totalité de sa dette à court terme. C'est incontestablement le cas de la Chine. Mais cette variable se dégrade avec le temps au fur et à mesure que les importations du pays progressent. En juillet 2017, les importations chinoises s'élevaient à 146,876 milliards de dollars. Un an plus tard, elles étaient de 175,127 milliards de dollars.

Multipolarité

Cela dit, la situation n'a rien de problématique puisque le niveau actuel des importations chinoises est encore inférieur, pour les douze derniers mois, à celui qui a existé entre 2014 et

³ Hong Liang Liu. L'ouverture de la Chine et ses impacts sur l'économie chinoise. Economies et finances. Université de Bourgogne, thèse soutenue le 7 décembre 2012, p.120. 5Url : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00873344/document>. Date de consultation : 4 août 2018). L'auteur de cette thèse présente un calcul quelque peu dévoyé de l'ouverture économique. Cette dernière est établie à partir de la moyenne des importations et des exportations puis rapportée au PIB. Liu travaille à partir d'un taux de dépendance qui additionne les importations et les exportations avant de les diviser par le PIB. Pour homogénéiser les données, il suffit de diviser ce taux de dépendance par 2 pour retrouver le taux d'ouverture calculé classiquement.

⁴ Hong Liang Liu, op.cit., p.122.

⁵ OMC, L'examen statistique du commerce mondial, 2016, Calculs propres.

2015⁶. En 2008, les importations de la Chine représentaient 25% de son PIB contre 18% en 2017. A l'autre bout de la balance, les exportations de biens de service de la Chine sont passées de 32% en 2008 à 19% du PIB en 2017⁷. L'activité économique de la Chine est de plus internalisée. C'est là un signe que Pékin a franchi un cap du point de vue de son développement. Plus précisément, la Chine, après avoir franchi l'étape de l'industrialisation et de la production de masse depuis la fin des années 1980, frappe à la porte de la consommation de masse depuis une petite dizaine d'années.

On n'omettra, toutefois, pas de préciser que la consommation finale des ménages dans la zone euro avait été de 7.723 milliards d'euros en 2014 et de de 11.550 milliards de dollars aux Etats-Unis en 2016 contre 6.275 milliards de dollars en Chine à la même année⁸. On s'étonnera, dès lors, que la fraction altermondialiste de la twittosphère ait choisi de démontrer en 280 caractères, à la façon finalement des troupes trumpistes, que la Chine avait pleinement intégré le peloton des nations caractérisées par la massification de la consommation. A la base de cette démonstration, les statistiques relatives au déficit du commerce des services de la Chine. En janvier de cette année, il était établi que « le déficit du commerce des services de la Chine a continué d'augmenter pour le troisième mois consécutif en janvier, a-t-on appris de données publiées mercredi par l'Administration nationale des changes (ANC). Le déficit s'est établi à environ 21,8 milliards de dollars en février, contre 20,6 milliards de dollars en décembre de l'année dernière, selon les données de l'ANC »⁹. Depuis ce déficit se réduit. En mai de cette année, il n'était plus que de 24 milliards de dollars contre 26 milliards en mars¹⁰. De mai à juin 2018, ce mouvement de réduction du déficit s'est poursuivie. Désormais, le déficit de Pékin pour les services n'est plus que de 22 milliards de dollars¹¹. Ce déficit constitue, en fait, un cap à passer pour toute économie qui passe du stade de la production industrielle de masse à la consommation de masse.

A terme, le déficit des services sera résorbé dans la mesure où il a été anticipé par le gouvernement chinois. En effet, ce dernier a décidé d'ouvrir « de façon appropriée les marchés de la finance, de l'éducation, de la culture et des soins médicaux » en misant sur une stratégie de «libéralisation des services entre la partie continentale et Hong Kong et Macao »¹². Les premiers effets de cette orientation ont déjà été salués par la presse de Hong Kong qui identifiait une belle opportunité pour le secteur des assurances¹³. On retrouve le même son de cloche du côté de la presse de Macao se voit un brillant avenir en tant qu'intermédiaire en matière de services entre le monde lusophone et la Chine¹⁴.

⁶ CEIC, China Balance of Payments, Url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/china>. Date de consultation : 4 août 2018

⁷ Banque Mondiale, août 2018

⁸ Banque Mondiale, juillet 2018. Calculs propres.

⁹ Le Quotidien du Peuple, édition mise en ligne du 1^{er} mars 2018

¹⁰ Le Quotidien du Peuple, édition mise en ligne du 1^{er} juin 2018

¹¹ Le Quotidien du Peuple, édition mise en ligne du 31 juillet 2018

¹² Le Quotidien du Peuple, édition mise en ligne du 15 janvier 2015

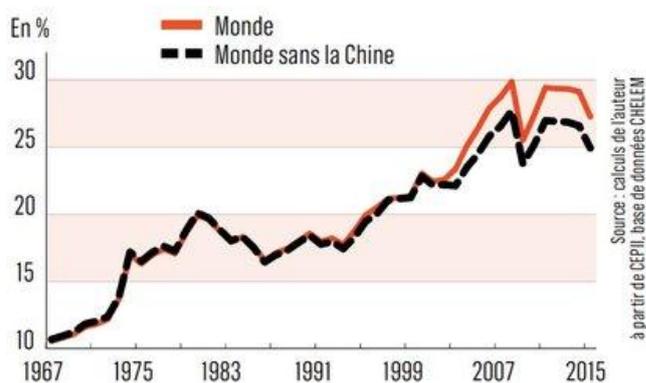
¹³ South China Morning Post, édition mise en ligne du 15 juillet 2017

¹⁴ Plataforma Macau, édition mise en ligne le 15 juin 2018

L'enjeu relatif à ce grand déploiement de forces entre la Chine et les Etats-Unis ne renvoie plus *in fine* à l'organisation d'une « meilleure mondialisation » mais bien à un dépassement de cette dernière qui revêtirait la forme d'un monde multipolaire. Lorsque la Chine arrivera pleinement au niveau de la consommation de masse, sa croissance sera nettement moins dépendante de son commerce extérieur.

Forcément, la croissance des échanges internationaux finira par être systématiquement plus faible que celle du PIB mondial. Pour l'heure, et depuis deux ans, le commerce mondial retrouve quelques couleurs mais cet état de choses n'a rien à voir avec ce qui fut l'âge d'or de la deuxième vague de mondialisation des années 1990 jusqu'à la crise de 2008. En fait, la croissance des échanges commerciaux est identique à celle du PIB mondial de telle sorte que l'ouverture commerciale présente un profil à la baisse par rapport à la situation qui prévalait, il y a encore 15 ans. C'est ce que permet d'établir le graphique suivant.

Taux d'ouverture commerciale mondiale



Le taux d'ouverture est calculé comme la demi-somme des exportations et des importations mondiales de biens et services en pourcentage du PIB, aux taux de change courants. Le commerce intra-UE28 est exclu de ce calcul sur l'ensemble de la période. Le calcul du taux d'ouverture pour le monde sans la Chine exclut celle-ci du calcul du PIB mondial, ainsi que tous les flux commerciaux à destination ou en provenance de Chine.

Source : La Tribune, édition mise en ligne le 6 juillet 2018.

Deux courbes occupent ce graphique. L'une est rouge et renseigne sur le degré d'ouverture commerciale dans le monde en tenant compte de la Chine. L'autre en pointillés noirs décrit l'ouverture commerciale dans le monde en omettant l'empire du Milieu. De la comparaison des deux courbes, on peut retenir deux leçons.

Primo, l'ouverture commerciale et la mondialisation sont la conséquence de l'ouverture de la Chine au Monde. En cas de recentrage de cette dernière sur son économie nationale, la mondialisation ressemblera à un souvenir. Deuxio, le niveau d'ouverture commerciale continuera à baisser en vertu du fait que l'économie mondiale est entrée dans une phase de crise structurelle à partir de 2007-2008. En 2015, le monde avait retrouvé le niveau d'ouverture du début des années 2000 (Chine incluse ou non). Il nous reste à présent à examiner en quoi cette situation est mal appréhendée aujourd'hui chez nous. Cela n'a rien

d'étonnant puisque le Vieux Continent a, comme nous l'avons vu, choisi de se cantonner au rang de gentil petit protectorat militaire des Etats-Unis.

Décodage alternatif

Au rayon des approximations qui ont servi de décodage à la crise en cours, on a souvent pu lire que la Chine défendait la mondialisation face à des Etats-Unis devenus subitement protectionnistes. A vrai dire, deux modes de régulation du capitalisme se font face avec la montée de la Chine. On trouvera cette information dans la presse économique occidentale qui déplore le manque d'ouverture de la Chine depuis son entrée à l'OMC en 2001. « L'erreur est d'avoir pu penser qu'en Chine, le capitalisme d'Etat pourrait céder le pas au capitalisme de marché. Que le pays aurait pu adopter les valeurs occidentales de démocratie. Car pour Pékin, le modèle de l'Occident est en déclin »¹⁵.

Pour le coup, l'objectif des Etats-Unis est clair. De grandes vagues de privatisations doivent intervenir au sein de l'important secteur public chinois au profit du capital transnational. Plus fondamentalement, les Occidentaux avaient insisté, dès l'adhésion de la Chine à l'OMC, sur la nécessité de procéder à des privatisations dans un délai de 15 ans. Ce qui explique pourquoi ils ont refusé d'accorder à Pékin le statut d'économie de marché en 2016. Finalement, le drame pour les élites européennes consiste peut-être à ce que ce soit Donald Trump qui surfe sur un dossier qu'elles avaient préparé de longue date. La désorientation qui caractérise les commentateurs européens se traduit de plus en plus par des approximations dangereuses.

Par exemple, affirmer un peu gratuitement que la balance commerciale « présente une vision faussée de la réalité, car il ne permet pas d'identifier la répartition de la valeur ajoutée des produits concernés »¹⁶ est absurde et révèle une connaissance lacunaire des concepts de base de la comptabilité nationale. Certes, la fabrication d'un Apple, bien que cette dernière soit une entreprise américaine, est créditée en Chine mais en réalité, c'est un sous-traitant taïwanais établi en Chine (en l'espèce, *Foxconn*) qui vend à Apple, une entreprise américaine, un Iphone pour 412 dollars et sera revendu par Apple pour 1000 dollars aux Etats-Unis et aux alentours de 1200 euros en Europe. Cette différence correspond à la valeur ajoutée d'Apple et elle est parfaitement intégrée dans les compatibilités nationales européenne et états-unienne puisque le PIB est la somme des valeurs ajoutées des entreprises et des administrations.

Et l'on prouve également que l'on n'a rien compris au problème lorsqu'on affirme que les Etats-Unis n'ont pas de quoi se plaindre puisque « le retour financier tiré du déploiement des technologies des firmes américaines à l'étranger, bien que n'apparaissant pas dans les statistiques de la balance commerciale, est supérieur au déficit extérieur des Etats-Unis »¹⁷. Une fois de plus, il faut faire preuve de rigueur méthodologique. Le retour financier en question apparaît bien dans la comptabilité nationale des Etats-Unis puisque la balance courante, à laquelle appartient la balance commerciale, intègre également ce que l'on appelle la balance des revenus dans laquelle sont enregistrées toutes les rentrées financières de l'extérieur. Parmi ces dernières, on retrouve les dividendes qu'un acteur économique américain (personne morale comme personne physique) tire de ses propriétés en dehors des Etats-Unis.

¹⁵ Les Echos, édition mise en ligne du 6 juillet 2018

¹⁶ Arnaud Zacharie, *La stratégie commerciale de Trump est perdante*, le Vif (édition mise en ligne du 16 juillet 2018).

¹⁷ Ibid.

Or, les Etats-Unis ont besoin de rentrées de l'extérieur pour répondre à un défi de taille. La dette publique américaine oscille autour des 105% depuis l'été dernier. Du jamais vu depuis les années 1950. Il est vrai que la dette publique fédérale américaine était de 116% en 1946¹⁸. Cet endettement avait été rapidement résorbé puisqu'il résultait de circonstances temporaires (l'effort de guerre américain à partir de 1942), auquel avait succédé une période de forte croissance. Personne ne s'attend à ce que la dette publique US recule aussi vigoureusement dans les années à venir. Au contraire, en 2020, en ajoutant à la dette fédérale celui des pouvoirs locaux (Etats fédérés et municipalités), le niveau de la dette globale des pouvoirs publics US sera supérieur à celui qui prévalait en 1946. On comprend que dans ces conditions, les Etats-Unis soient attentifs à ce que leur balance des revenus soit de plus en plus créditée. Toute ironie mise à part, peut-être devra-t-on un jour se rendre compte que l'administration Trump avait bien enregistré le message de certains altermondialistes belges.

Plus sérieusement, on fera valoir que les mêmes altermondialistes applaudissaient à tout rompre la candidature de Bernie Sanders. Or, le programme de ce dernier était aussi bien tout aussi protectionniste que celui de Donald Trump¹⁹. Mais plus conséquent.

Lorsque Trump frappe un partenaire commercial, il entend juste rééquilibrer les comptes et désire un plus grand accès à certains marchés pour les grandes firmes US. Bernie Sanders, en revanche, disposait d'un plan fiscal cohérent et redistributif afin de redonner de l'oxygène aux pouvoirs publics US sans devoir dépendre de flux de revenus perçus à l'extérieur. En outre, Sanders entendait déployer l'arme du contrôle des prix pour mettre fin aux pressions des multinationales US qui, devant le surcoût impliqué par des droits de douane, menacent systématiquement d'augmenter leurs prix. Et vu le niveau des marges d'une firme comme Apple, les propositions de Sanders auraient, certes, porté atteinte au niveau élevé des dividendes de quelques actionnaires mais aucunement à la rentabilité de la firme.

C'est ici que les Chinois disposent d'une carte dans leurs négociations avec Trump. Si ce dernier ne parvient pas à trouver un accord et applique sa politique tarifaire, l'inflation risque de redémarrer un peu trop vigoureusement aux Etats-Unis.

On imagine mal, en effet, Trump toucher aux surprofits des transnationales américaines. Ce faisant, la Fed devra réviser à la hausse ses taux d'intérêt. Ce qui risque de freiner la reprise aux Etats-Unis.

Un monde multipolaire se met inexorablement en place. Et la Chine en est *nolens volens* le principal architecte...

¹⁸ Federal Reserve Bank of St. Louis, août 2018

¹⁹ Bernie Sanders, *Democrats Need to Wake Up*, New York times, édition mise en ligne du 28 juin 2016